

© Alain Léger, 2003

L'auteur autorise la copie du présent document dans les conditions suivantes :  
l'exemplaire téléchargé ne doit faire l'objet d'aucune nouvelle copie.

Il ne peut être tiré sur papier qu'en un seul et unique exemplaire.

Il ne peut être utilisé que pour un usage privé, à des fins de lecture personnelle, ou pour  
l'enseignement et la recherche.

Toute autre reproduction, diffusion et usage public,  
à des fins commerciales ou non,  
même à titre gratuit, reste interdite  
sans le consentement écrit de l'auteur ou de ses ayants droit.

## **Le choix de l'école, liberté et infidélité**

**Alain LEGER, Université de Caen**

(intervention à la *XXVIème Journée Nationale FNOGEC* (Fédération Nationale des Organismes de Gestion des Établissements de l'Enseignement Catholique), 29 mars 2003, pp. 7-11, édition FNOGEC)

## Le choix de l'école, liberté et infidélité

Alain LÉGER \*

Je voudrais débiter cette intervention par un bref résumé de ma démarche de recherche et des résultats auxquels je suis parvenu, car cela fait maintenant presque 15 ans que je travaille sur la question de la fréquentation de l'école publique et privée : comme le domaine est immense et était assez mal connu d'un point de vue sociologique, je n'ai pas travaillé seul et la plupart de ces travaux ont été faits en collaboration avec mon collègue Gabriel Langouët, de l'université Paris V. Ensuite, après ce résumé, je me centrerai sur la question du choix de l'établissement par les familles et sur les raisons qui les poussent à faire ou à ne pas faire certains types de choix.

### première recherche

Les premiers travaux, qui ont donné lieu à un premier livre, portaient sur les panels d'élèves du MEN, qui sont d'énormes échantillons représentatifs d'élèves que l'on suit pendant toute leur scolarité. On pouvait ainsi étudier leur fidélité à un secteur donné, ou au contraire leur infidélité, ce que nous avons appelé le « zapping » entre public et privé. Ce qui fait que, pour seulement deux secteurs d'enseignement (public-privé), nous avons en réalité trois groupes distincts d'élèves : les TPU (« tout public »), les TPR (« tout privé »), et les zappeurs. Ce qui est apparu comme un résultat capital c'est que le groupe des zappeurs constituait un groupe très important (avec 30% d'une génération d'élèves), surtout comparé aux TPR (qui ne représentent que 7%). Donc, à la fois, l'enseignement privé représente une part plus importante que ce que l'on croyait (il a scolarisé, au moins temporairement, 37% d'une génération) et, en même temps, la grande majorité des élèves du privé sont en fait des clients de passage et non pas des usagers fidèles, ce qui pose la question des motivations, et notamment des motivations religieuses, qui sont nécessairement différentes chez les fidèles et chez les... « infidèles », si j'ose cette expression. Par ailleurs, ces zappeurs sont des élèves qui sont beaucoup plus souvent en retard scolaire (on voit poindre là la raison principale du zapping, à savoir le recours en cas d'échec scolaire). Et ces zappeurs appartiennent plus fréquemment à trois catégories professionnelles : agriculteurs, artisans et commerçants ou cadres sup et prof lib (ce sont d'ailleurs ces mêmes trois catégories qui optent le plus, également, pour une scolarité tout privé). Autre élément important : sur une période courte (la période de 7 ans qui sépare les deux panels), on observe une augmentation du taux de zapping, au

---

\* Professeur de sociologie à l'Université de Caen et chercheur au LASMAS (CNRS).

Courriel : [aleger@mrsh.unicaen.fr](mailto:aleger@mrsh.unicaen.fr)

site web de sociologie : <http://alain-leger.mageos.com/>

détriment des deux autres formes de parcours fidèles (TPU ou TPR). Enfin le dernier des résultats importants que l'on peut rappeler à propos de ce premier livre concerne l'analyse comparée des taux de réussite y compris jusqu'au bac, pour les élèves de même origine sociale selon qu'ils ont fréquenté le public ou le privé. Les résultats ne vont pas tous dans le même sens, puisque le privé fait mieux réussir les enfants des classes populaires (ouvriers et, surtout, employés) tandis que le public fait mieux réussir les enfants d'agriculteurs (pas de différence nette pour les autres groupes). En quelque sorte, on pourrait dire qu'il y a une prime pour les élèves qui vont à *contre-courant* des pratiques majoritaires de leur groupe d'origine : les agriculteurs, qui sont le groupe le plus scolarisé en privé, réussissent mieux quand ils *se distinguent* en choisissant le public, les classes populaires qui sont les plus nombreuses dans le public, réussissent mieux quand elles vont, à contre-courant, dans le privé.

Pour aller plus loin dans l'analyse des causes, il fallait donc notamment interroger les familles. Nous avons donc interrogé par questionnaire un échantillon de plus de 5200 familles, échantillon que nous avons redressé pour donner une *image nationale* de ces réponses. Cet échantillon offre en outre l'avantage de permettre de croiser les scolarités de tous les enfants d'une même famille, car ce qui me paraît important dans le choix du public et du privé, c'est qu'il s'agit d'un *choix familial*. On a ainsi des familles (ou plus exactement des fratries) tout public ou tout privé ou encore utilisatrices des deux secteurs, et non plus des élèves artificiellement isolés par les enquêtes de panel. Ce mode de regroupement a, bien sûr, un effet sur le *décompte des usagers* fidèles ou non, puisque les familles TPU ne sont plus que 51% tandis que le total des usagers permanents ou temporaires du privé monte à près de 49%, c'est-à-dire fait presque jeu égal avec le public. Mais il faut ajouter tout de suite que, dans ces 49%, les familles tout privé (celles qui l'utilisent exclusivement pour tous leurs enfants) ne représentent que 4% du total des familles, c'est-à-dire très peu, contre 45% qui utilisent le privé conjointement avec l'utilisation du public.

### **les raisons du choix**

Nous avons donc proposé à ces familles une liste de 13 motifs de choix d'un établissement en leur demandant, pour chacun d'eux, s'il avait été très important, assez important ou n'avait eu aucune importance. Je vais seulement exposer les raisons les plus importantes, ainsi que les moins importantes, et traiter à partir de là quelques questions qui me paraissent présenter quelque intérêt. Commençons par une question qui n'est sans doute pas anodine : l'école privée est-elle encore une école catholique aux yeux des parents qui l'utilisent ? La même question peut d'ailleurs être posée à l'école publique : est-elle encore laïque aux yeux des parents ? N'attendez pas de moi une réponse simpliste par oui ou non, car l'analyse à faire est un peu plus complexe. On peut même dire qu'il y a une

contradiction (au moins en apparence) selon le mode de traitement des résultats que l'on va adopter. Ainsi, la plupart des parents attachés à la laïcité scolarisent leurs enfants à l'école publique, tandis que l'école privée est choisie par une partie significative des parents pour des motifs confessionnels, ce qui, sans doute, ne va pas vous surprendre. Et cette différence est très significative sur un plan statistique. Peut-on pour autant conclure que ces deux types de choix constituent la motivation principale des familles, comme cela a été affirmé pendant longtemps ? Non, car dans le même temps, ils s'avèrent en réalité extrêmement minoritaires : le choix d'un établissement pour des raisons idéologiques figure parmi les raisons les moins fréquemment citées (13% des familles trouvent la laïcité très importante pour le choix de l'établissement et 5,6% citent la religion). Par exemple, les familles qui scolarisent tous leurs enfants en public sont celles qui se réfèrent le plus au critère de laïcité, mais elles ne le jugent pourtant déterminant que pour moins de 20% d'entre elles. De même, les familles tout privé (qui représentent 4%, comme je le disais tout à l'heure) sont de loin les plus nombreuses à exprimer des préoccupations confessionnelles, mais on ne trouve parmi elles que 27% de parents qui jugent le critère de la religion très important pour le choix de l'établissement. En fin de compte, la plupart des usagers du secteur public comme du secteur privé ne sont donc guère sensibles au caractère laïque ou confessionnel de l'établissement dans lequel ils scolarisent leurs enfants, même s'il subsiste de part et d'autre des minorités non négligeables pour lesquelles le choix de l'école est principalement lié à ces valeurs.

On a donc, d'une part, un mode de scolarisation typique des laïques militants et celui, opposé, des catholiques militants, mais d'autre part il ne faut pas oublier que les uns comme les autres représentent seulement une toute petite minorité au sein de l'ensemble des familles (et même au sein de l'ensemble des familles fidèles au public ou de celles fidèles au privé). Je précise, pour ne pas être mal compris, que ceux que j'appelle ici laïques militants ou catholiques militants sont ceux qui ont répondu que la laïcité ou la religion étaient un motif très important de choix de l'école. Donc, les différences statistiques qui portent sur des variations de pratiques minoritaires, ne doivent pas être ignorées, mais ne peuvent pas non plus annuler le fait majoritaire qui réunit, au lieu d'opposer, l'enseignement public et l'enseignement privé : dans l'un et l'autre secteurs, les parents qui n'attachent aucune importance ni à la religion, ni à la laïcité, sont de très loin les plus nombreux.

Comment rendre compte de cette contradiction qui me conduit à la fois à relever une différence significative et à la relativiser au sein d'un contexte d'indifférence massive, ou, pour le moins, d'attachements plus tièdes ? Peut-être faut-il noter que des choix idéologiques tels que la laïcité ou la religion peuvent être, en raison de leur cohérence et de la vigueur de leur affirmation, à la fois très minoritaires et très "bruyants". En d'autres termes, la visibilité d'un sous-groupe n'est pas directement fonction de son importance numérique : les minorités

peuvent être agissantes, et parfois d'autant plus agissantes qu'elles sont plus minoritaires, comme si la force de conviction se diluait dans la masse et se concentrait dans un groupe restreint. Ce sont donc deux groupes très minoritaires de parents qui impriment leur marque idéologique à tout le secteur, et non pas la majorité "silencieuse" qui y vient, animée surtout par une préoccupation individualiste de réussite. En outre, l'action de ces minorités opposées, bénéficie d'un côté comme de l'autre, de trois avantages qui renforcent leur caractère emblématique :

— d'une part, cette action est amplifiée, soutenue et renforcée par de multiples relais institutionnels (l'administration, les associations de parents d'élèves, les enseignants, etc.),

— d'autre part, cette action est le fait de catégories sociales dominantes (ce sont en effet les cadres supérieurs et professions libérales qui affirment le plus fortement l'importance des valeurs laïques quand ils ont choisi le public, et l'importance de la religion quand ils ont choisi le privé). Le choix de l'école pour des raisons idéologiques semble donc un luxe en partie inaccessible aux plus démunis, qui, soit, n'ont pas d'autre choix que de scolariser à proximité du domicile, soit cherchent avant tout à remédier à un échec scolaire,

— enfin cette action s'inscrit dans la durée. Les zappeurs en effet, bien qu'étant très nombreux, ne sont que des clients de passage. Leur nombre ne peut alors compenser leur faible investissement dans la promotion des valeurs laïques ou religieuses et, donc, leur importance est réduite en raison de leur durée de séjour écourtée. Le noyau dur, dans ce cas, ne peut être que le noyau permanent des fidèles qui, malgré leur petit effectif, s'identifient le mieux à la pérennité des fonctions de l'institution.

Ainsi se perpétuent les images d'une école laïque et d'une école confessionnelle, qui gardent donc une part de validité, malgré l'importance considérable du va-et-vient entre les deux secteurs et malgré l'indifférence ou la tiédeur de la majeure partie de la population.

Mais les raisons principales du choix de l'établissement sont à chercher ailleurs : elles sont en réalité fortement liées à la recherche de la réussite scolaire, au souhait de compétence ou de disponibilité de la part des enseignants, ou encore à l'exigence de bonne tenue et de discipline régnant dans l'établissement et entendues par les parents comme la preuve d'un climat studieux et favorable à de bonnes performances scolaires.

Cependant, même si tous les parents sans exception placent en priorité cette quête d'une meilleure réussite, il est difficile de parler globalement du choix des familles car ce serait oublier deux clivages essentiels qui distinguent nettement les répondants à notre questionnaire : tout d'abord, leur groupe socioprofessionnel

d'appartenance, et également les parcours de scolarisation de leurs enfants. Sur le premier plan, par exemple, la proximité du domicile est plus fortement recherchée par les familles populaires (ouvriers et employés) que par les cadres supérieurs. Bien que cette raison soit présentée formellement comme un "choix" aux personnes interrogées, elle implique en réalité plutôt une absence de choix, une contrainte, ou, pour le moins, l'obligation de limiter ses choix à une zone géographique très restreinte. C'est pourquoi j'ai appelé "*usagers captifs*" ceux qui insistent fortement sur les obligations de proximité, et au contraire "*usagers libres*" ceux pour qui ces considérations sont sans réelle importance. Et j'ai pu constater que la liberté n'est pas équitablement distribuée car les usagers captifs sont plus nombreux dans les familles populaires, et également très nombreux chez les usagers du public : les familles tout privé affirment deux fois plus souvent leur total détachement vis-à-vis du critère de proximité que les familles tout public. L'école privée, que l'on appelle parfois l'école « libre », est donc incontestablement l'école de ceux qui sont libres, au sens où ils peuvent s'affranchir de toute contrainte de proximité. Le principal obstacle au libre choix des familles ne se situe donc pas au niveau de la carte scolaire et de la réglementation étatique, qu'il suffirait d'assouplir ou d'abolir pour permettre l'avènement du règne de la liberté. Car cette réglementation ne "contraint", en réalité, que des familles qui sont, par ailleurs, soumises à un impératif social autrement plus contraignant, celui de scolariser leurs enfants à proximité immédiate de leur domicile, généralement par manque d'argent ou de temps à consacrer à la gestion des transports quotidiens. Et ces parents qui se déclarent contraints par l'impératif de proximité représentent près de 44% de la population totale (si l'on s'en tient seulement à la modalité de réponse "très important", et 86% si l'on ajoute la réponse "assez important").

Pour synthétiser les principales variations selon la profession des parents, on retiendra surtout que les trois critères de choix typiquement populaires sont d'une part la proximité du domicile, d'autre part la disponibilité des enseignants, et enfin le bon milieu social de l'établissement. D'une façon générale, les parents ayant le plus faible capital culturel réclament la plus grande disponibilité de la part des enseignants : c'est vrai pour les ouvriers et employés, mais aussi pour les indépendants (agriculteurs, artisans et commerçants) qui ont des horaires de travail particulièrement chargés. L'attente exprimée ici est, on le voit bien, que l'école puisse pallier les insuffisances du suivi parental, qui tiennent à la fois au manque de temps et au manque de culture ou de connaissances scolaires permettant d'aider l'enfant dans ses apprentissages.

Globalement l'école réclamée par les classes populaires est donc fondamentalement une école de proximité, attentive à apporter aux enfants le suivi individuel dont les parents ne peuvent se charger, et leur offrant protection : en bref, une seconde famille à qui l'on peut faire confiance et déléguer ses pouvoirs.

Le quiproquo qui, sans doute, envenime les relations des enseignants et des familles populaires, c'est que chacun compte sur l'autre pour assumer les tâches qu'il estime ne pas être de son ressort. Chacun renvoie ainsi la balle à l'autre : car les enseignants attendent souvent de la part des familles un suivi rigoureux du travail scolaire, comme si le rôle des parents était d'être les répétiteurs et les auxiliaires de l'action pédagogique. On peut alors se convaincre qu'entre ceux qui attendent de l'école qu'elle soit une seconde famille, et ceux qui attendent de la famille qu'elle soit une seconde école, le malentendu est complet.

Alors qu'à l'opposé, les critères qui distinguent significativement les classes supérieures sont également au nombre de trois : en premier lieu la bonne tenue et la discipline, ensuite la bonne réputation, enfin les motifs idéologiques (laïcité ou religion). On perçoit là une intervention plus active des parents dans les choix éducatifs mis en œuvre et un désir de contrôler, au moins par le choix initial de l'établissement, que les valeurs d'ordre, d'éducation morale et de transmission idéologique y sont présentes. C'est donc plus dans l'optique du *contrôle social et idéologique* que dans le registre de la *délégation de pouvoir*, que s'expriment les motivations des classes dominantes. Comme on le voit, au-delà d'une attente commune de bons résultats, ce ne sont pas du tout les mêmes attentes qu'expriment les différents groupes sociaux vis-à-vis de l'institution scolaire : non seulement les possibilités de choix différent d'une catégorie à l'autre, mais aussi les jugements de valeur, et même la conception d'ensemble des missions que doit remplir le système éducatif.

## **La tradition familiale**

Je quitte à présent le domaine des choix exprimés par les individus, pour observer d'une autre façon, plus extérieure, les choix qu'ils font sans, peut-être, en être toujours conscients. Par exemple, j'ai pu constater une forte influence des modèles parentaux de scolarisation sur les types de trajectoires suivies par les enfants. Cette reproduction à l'identique atteint son maximum lorsque le père et la mère ont eu la même scolarité : on s'aperçoit que les parents " tout public " produisent des enfants " tout public " dans 75% des cas, et que les parents " tout privé " ont le même taux de reproduction. Enfin, les parents zappeurs font également des petits zappeurs.

Par ailleurs, l'histoire scolaire du père et celle de la mère sont déjà très fortement corrélées entre elles, avant même de pouvoir exercer une influence sur la scolarité des futurs enfants. Il semble que les déterminants sociaux qui pèsent sur les liens matrimoniaux et qui incitent chacun à trouver un conjoint le plus proche possible de soi, produisent une forte homogamie par rapport aux parcours scolaires : 65% des couples ont suivi exactement la même trajectoire scolaire, alors qu'ils avaient statistiquement beaucoup moins de chances de rencontrer au

hasard un conjoint semblable à eux sur ce plan.

Mais ces conjonctions vont plus loin encore et dépassent largement le seul domaine scolaire. C'est non seulement le choix du conjoint qui se voit influencé par le type de scolarisation, mais aussi le choix du secteur d'activité professionnelle : une scolarisation privée conduit plus souvent à travailler ensuite dans le privé, une scolarisation publique à travailler dans le secteur public. Et, à son tour, le secteur d'activité professionnelle des parents entre en relation étroite avec le type de scolarisation choisi pour les enfants, les travailleurs du public préférant l'école publique, ceux du privé préférant l'école privée.

C'est donc tout un ensemble de fidélités et d'attachements, dont les parcours scolaires ne traduisent qu'un aspect parmi d'autres, qui se transmettent des parents aux enfants et constituent la sphère d'influence du public d'une part, avec notamment la reproduction de véritables lignées de fonctionnaires, et d'autre part la sphère d'influence du privé. Il ne fait donc nul doute que ces comportements et ces choix entrent globalement en résonance avec certaines valeurs sociétales : l'idéologie du service public d'un côté, et de l'autre l'idéologie libérale. On ne comprendrait pas l'intensité de l'attachement à l'école privée de tous les indépendants (agriculteurs, petits patrons, artisans, commerçants, professions libérales) si l'on oubliait qu'au-delà des convictions religieuses, il traduit aussi les valeurs sociétales qui sont au fondement même de leur propre existence sociale. Le choix d'école n'est donc pas seulement un choix d'école, et encore moins un choix qui se réduirait au religieux. En réalité, je crois que c'est, plus largement, un choix de société : les groupes socioprofessionnels que je viens de citer tirent leurs moyens d'existence de l'existence du secteur privé, de l'entreprise privée, et ils font un choix d'école qui n'est que le prolongement logique de leurs conditions de vie et qui traduit leur être social. Par exemple, ces catégories sociales mettent en avant bien plus souvent que les autres le thème de la *compétence des enseignants* : or ce thème entre en résonance avec un certain nombre de valeurs dont se réclament les partisans de la libre entreprise : efficacité, rendement, bonne gestion, compétence, telles sont les notions qui sont volontiers associées à la valorisation de l'entreprise privée. L'adhésion va donc au-delà de la simple sphère scolaire et révèle des traditions familiales qui mettent en jeu le type d'emploi, la profession exercée, la place sociale des familles, et même leur projet de société.

Cette reproduction des traditions familiales, dont je viens de montrer la force, ne doit pas pour autant conduire à négliger le brassage croissant que j'ai mesuré par ailleurs. Insister sur ces deux aspects à la fois peut, à nouveau, paraître un peu contradictoire : mais c'est volontaire. J'insiste à présent sur la reproduction des traditions familiales, alors que tout à l'heure je montrais que le zapping augmente, que les fidélités sont en déclin, que les idéologies semblent d'une importance réduite face à l'angoisse de l'échec scolaire et à la quête de la réussite à tout prix. Je crois que les deux aspects sont vrais à la fois, c'est-à-dire qu'il faut

insister sur cette forte tradition qui perdure, en même temps qu'il semble y avoir un certain affaiblissement, un certain effritement de cette reproduction. Il y a deux fortes sphères d'influence (école laïque et école catholique), et en même temps l'intersection entre ces sphères (c'est le zapping que je qualifie d'intersection entre la sphère d'influence du public et celle du privé) tend à s'élargir, à s'accroître au fil des dernières décennies que nous venons de vivre. Mais dans le même temps, on pourrait avancer l'hypothèse que cet accroissement du « zapping », s'il diminue numériquement le poids des fidèles, renforce et concentre, d'une certaine façon, leurs attachements idéologiques. Les fidèles, en plus petit nombre, seraient en même temps plus convaincus que jamais. Ainsi sans doute peut-on mieux expliquer ce mélange complexe de stabilités et de mobilités, de reproduction et de changement, de fidélités et d'infidélités, dont j'ai souhaité présenter quelques aspects à votre réflexion.

Plutôt que de conclure, je voudrais simplement évoquer deux ou trois éléments qui n'ont pas encore été publiés, dans une nouvelle recherche que je mène actuellement sur la même question. Je cherche maintenant à compléter ces analyses par une comparaison de plusieurs générations permettant de retracer les évolutions de la scolarisation publique et privée sur une *longue période*, c'est-à-dire sur la plus grande partie du dernier siècle : à partir de l'enquête FQP 1993 de l'INSEE, on peut en effet connaître les parcours scolaires de tous les individus âgés de 20 à 65 ans. Je traite ces résultats par une méthode de *régression logistique* qui permet d'isoler l'effet d'une variable, l'effet d'un changement, indépendamment de tous les autres changements, car, sur longue période, évidemment tout change avec le temps. Un premier constat : le zapping n'a pas cessé d'augmenter d'une génération à l'autre en pourcentages bruts. Mais pourtant, si l'on calcule cette évolution « toutes choses égales par ailleurs », c'est-à-dire si l'on pose l'hypothèse fictive que rien n'aurait changé par ailleurs, il apparaît au contraire que ce zapping aurait dû régulièrement diminuer, et que tendanciellement les nouvelles générations le pratiqueraient moins que leurs aînés, que tendanciellement elles seraient plus fidèles. Qu'est-ce que cela veut dire, puisque dans la réalité, on observe qu'elles le sont moins ? Cela veut dire que le phénomène du zapping n'évolue pas selon une dynamique qui lui serait propre, qui serait intrinsèque : par exemple, si les gens étaient devenus plus consuméristes, plus individualistes, moins fidèles dans leurs attachements idéologiques, le zapping augmenterait « toutes choses égales par ailleurs », c'est-à-dire sous l'effet de sa dynamique propre. Mais ce n'est pas le cas. En fait sa dynamique propre est à la baisse, et il augmente uniquement sous l'effet de facteurs externes, et parmi ces facteurs, j'ai pu voir quelle est l'explication principale : c'est la *prolongation des scolarités*. Il apparaît donc que chaque année de scolarité supplémentaire accroît les chances de quitter le secteur où l'on est. Mais je ne suis pas en mesure de trancher ici entre deux explications de ce phénomène (qui sont peut-être complémentaires et non pas contraires) : est-ce la

prolongation de la scolarité qui accroît les chances d'effectuer un zapping, ou est-ce le zapping qui accroît les chances d'avoir une scolarité longue ? En d'autres termes, s'agit-il d'un effet purement mécanique de probabilité statistique qui, à chaque bifurcation, augmenterait les chances de changer de route ? Ou s'agit-il de l'effet politique et social d'un comportement permettant à ceux qui le pratiquent de se maintenir dans le système scolaire au lieu d'être éliminés précocement ?